

Traité sur le commerce des armes
Neuvième Conférence des États Parties
Genève, 21-25 août 2023

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU FONDS D'AFFECTATION VOLONTAIRE (VTF) DU TCA POUR LA PÉRIODE AOÛT 2022 - JUILLET 2023

INTRODUCTION

1. Le présent rapport est présenté par le Secrétariat du TCA, en tant qu'administrateur du Fonds d'affectation volontaire du TCA (VTF), conformément à ses obligations de rapport à la Conférence des États Parties définies dans les Termes de référence du VTF et dans son règlement administratif.
2. Le rapport se divise en quatre parties :
 - I. Contexte
 - II. Point sur les opérations du VTF
 - III. Point sur les tâches du VTF envisagées dans le rapport du VTF à la CEP8
 - IV. Recommandations

I. CONTEXTE

3. Le VTF est un fonds multibailleurs polyvalent qui assiste les États dans la mise en œuvre de leurs obligations au regard du Traité par le dépôt et le versement de fonds. Le VTF a été institué par la Deuxième Conférence des États Parties (CEP2) conformément au paragraphe 3 de l'article 16 du Traité, et son fonctionnement est régi par les Termes de référence (ATT/VTF18/2018/SEC/251/ToR.Cons.Dr.v1.Rev1) tels que modifiés à la Quatrième Conférence des États Parties (CEP4).
4. Conformément à l'article 6 des Termes de référence du VTF, la Huitième Conférence des États Parties a nommé *l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Australie, le Canada, la Finlande, le Japon, la Lettonie, Madagascar, le Mexique, Panama, la République de Corée, la Suisse et le Royaume-Uni* en tant que membres du Comité de sélection du VTF pour une période de deux ans s'étendant de la Huitième Conférence des États Parties à la Dixième Conférence des États Parties (mandat renouvelable). En mai 2023, le Guatemala a également été nommé par les États Parties au sein du Comité de sélection du VTF selon une procédure d'approbation tacite.

5. Le 21 novembre 2022, le Comité de sélection du VTF a désigné M. Aidan LIDDLE, Ambassadeur du Royaume-Uni, pour assurer la présidence jusqu'à la Dixième Conférence des États Parties.

6. L'article 5 des Termes de référence du VTF prévoit qu'il sera administré par le Secrétariat du TCA avec l'appui du Comité de sélection du VTF. Le règlement administratif du VTF (fondé sur les Termes de référence) détaille les rôles distincts mais complémentaires du Secrétariat du TCA et du Comité de sélection du VTF dans le fonctionnement du Fonds.

II. POINT SUR LES OPÉRATIONS DU VTF

SITUATION FINANCIÈRE DU VTF

7. Depuis son premier appel à contributions en 2016, le VTF a reçu des contributions financières volontaires s'élevant à 11 945 590.51 USD de la part de 28 pays. Ce montant comprend des contributions de l'Allemagne, de la Nouvelle-Zélande et de la République de Corée spécifiquement réservées aux activités de sensibilisation du VTF. Pour renforcer encore davantage les activités de sensibilisation du VTF, le Royaume-Uni a récemment approuvé une contribution de 30 000 GBP pour le Programme de sensibilisation du VTF, qui sera transférée sur les comptes du VTF en temps voulu. L'annexe A présente le détail des contributions financières reçues.

8. Ces contributions financières ont fourni une base solide à l'organisation de sept cycles de projets du VTF entre 2017 et 2023. De ces contributions reçues par le VTF, 1 873 736 USD ont été dépensés pour des projets achevés et clos, 4 504 393 USD ont été affectés à des projets en cours et 1 077 071 USD ont été engagés pour la mise en œuvre des projets approuvés pour le cycle 2023 du VTF, sous réserve de la finalisation des conventions de financement.

POINT SUR LES PROJETS DU VTF

9. Depuis la création du VTF par la CEP2 en 2016, sept appels à projets ont été publiés, du premier cycle du VTF (2017) au septième cycle du VTF (2023). Le septième « appel à projets » a été publié le 24 octobre 2022, invitant les États à soumettre leurs propositions au Fonds entre le 24 octobre 2022 et le 20 janvier 2023.

Premier (2017) et deuxième (2018) cycles du VTF

10. Le VTF a financé 15 projets dans le cadre du premier cycle du VTF (2017) et 9 projets dans le cadre du deuxième cycle du VTF (2018). La présentation générale et les rapports finaux des projets 2017 et 2018 sont disponibles sur la page du site web du TCA consacrée au VTF¹.

Troisième cycle du VTF (2019)

11. Le Comité de sélection du VTF a approuvé le financement de 20 projets dans le cadre du troisième cycle du VTF (2019). Suite au retrait d'une proposition, 19 projets VTF ont finalement été mis en œuvre après la signature des conventions de financement avec le Secrétariat du TCA. À la date de rédaction du présent rapport, seize (16) projets VTF ont été achevés et un (1) projet VTF a été interrompu en raison de la situation politique prévalant dans le pays d'exécution.

¹ <https://www.thearmstradetreaty.org/voluntary.html?tab=tab2>

L'annexe B donne un aperçu des projets du VTF approuvés en 2019 et l'annexe C en résume l'état d'avancement.

12. En raison de la pandémie de COVID-19, les projets inachevés du cycle 2019 du VTF ont été contraints de suspendre leurs activités et ont bénéficié d'une prorogation pour mener à bien leurs activités. En conséquence, alors que les projets financés par le VTF en 2019 devaient être mis en œuvre entre juin 2019 et juin 2021, la fin du cycle est désormais prévue pour septembre 2023 au plus tard. Une fois finalisés, les rapports finaux des projets du VTF seront publiés sur la page du site web du TCA consacrée au VTF.

Quatrième cycle du VTF (2020)

13. Le Comité de sélection du VTF a approuvé le financement de 10 projets dans le cadre du quatrième cycle du VTF (2020). Suite au retrait d'une proposition, neuf (9) projets du VTF ont finalement été mis en œuvre après la signature des conventions de financement avec le Secrétariat du TCA. L'annexe D donne un aperçu des projets du VTF approuvés en 2020 et l'annexe E en résume l'état d'avancement.

Cinquième cycle du VTF (2021)

14. Le Comité de sélection du VTF a approuvé le financement de 13 projets dans le cadre du cinquième cycle du VTF (2021). Suite au retrait de deux (2) propositions, 11 projets VTF ont finalement été mis en œuvre après la signature des conventions de financement avec le Secrétariat du TCA. L'annexe F donne un aperçu des projets du VTF approuvés en 2021 et l'annexe G en résume l'état d'avancement.

Sixième cycle du VTF (2022)

15. Le Comité de sélection du VTF a approuvé le financement de six (6) projets dans le cadre du sixième cycle du VTF (2022). Quatre (4) projets VTF ont été mis en œuvre après la signature des conventions de financement avec le Secrétariat du TCA. L'annexe H donne un aperçu des projets du VTF approuvés en 2022 et l'annexe I en résume l'état d'avancement.

Septième cycle du VTF (2023)

16. À l'échéance du 20 janvier 2023, le Secrétariat du TCA avait reçu 28 propositions en provenance de 20 pays. Conformément à son mandat, le Secrétariat du TCA a effectué un examen préliminaire des propositions reçues, et, comme par le passé, il a donné aux États concernés la possibilité de corriger certaines erreurs administratives dans leurs propositions de projets.

17. Le Comité de sélection du VTF s'est réuni le 25 mai 2023 pour examiner et évaluer les mérites et la qualité des propositions de projets soumises en appliquant les critères du VTF tels qu'énoncés dans les Termes de référence. Il a ainsi approuvé à titre provisoire le financement par le VTF de 12 projets, sous réserve d'une clarification de certains aspects et de la négociation des conventions de financement. En outre, trois (3) États soumissionnaires ont eu la possibilité de préciser et/ou reformuler leurs propositions de projets afin qu'elles soient réexaminées par le Comité de sélection du VTF.

18. Les 12 projets provisoirement approuvés concernent 12 États. La synthèse des projets approuvés à titre provisoire dans le cadre du cycle 2023 du VTF se trouve à l'annexe J. Le Secrétariat du TCA a transmis les décisions du Comité de sélection du VTF à tous les candidats en

leur indiquant les résultats de leur candidature, et il est en train de négocier des conventions de financement avec les candidats retenus. Les projets VTF 2023 devraient commencer leurs activités en août 2023.

Huitième cycle du VTF (2024)

19. Il est prévu que le huitième cycle de projets du VTF (2024) s'articule autour de modalités similaires à celles des cycles précédents. Néanmoins, le Comité de sélection du VTF s'est interrogé sur l'intérêt de prolonger la durée de l'appel à projets, prévu de septembre 2023 à mi-janvier 2024, au profit d'éventuels soumissionnaires de différentes régions.

ACTIVITÉS DU COMITÉ DE SÉLECTION DU VTF ENTRE LA CEP8 ET LA CEP9

20. Conformément aux pratiques précédentes, le Comité de sélection du VTF a adopté le document intitulé « Tâches et calendrier du VTF 2022/2023 » pour guider ses travaux en vue de la CEP9 en fonction des livrables attendus et du calendrier de leurs échéances (voir l'annexe K).

III. POINT SUR LES TÂCHES DU VTF ENVISAGÉES DANS LE RAPPORT DU VTF À LA CEP8

21. Le rapport du VTF soumis à la CEP8 (référéncé ATT/VTF/2022/CHAIR/736/Conf.Rep) a indiqué que dans la période précédant la CEP9, la VTF s'efforcera :

- a. d'entreprendre d'autres activités de sensibilisation du VTF, conformément à la Stratégie de sensibilisation du VTF.
- b. de promouvoir la soumission au VTF de projets contribuant à l'application et à l'universalisation du Traité.
- c. de fournir une assistance aux États pour améliorer la qualité des projets soumis au VTF, dans le but de permettre la présentation d'un plus grand nombre de propositions répondant aux critères d'éligibilité et de sélection pour le financement du VTF, en proposant des outils appropriés, notamment des vidéos didactiques pour aider les candidats potentiels du Fonds.
- d. d'évaluer les projets du VTF achevés, conformément aux « *Consignes relatives à l'évaluation des projets du VTF* » (les *Consignes*), et d'en rendre compte aux prochaines CEP.

22. L'état d'avancement de certaines des tâches susmentionnées est décrit ci-dessous.

Activités de sensibilisation du VTF

23. Conformément à la Stratégie de sensibilisation du VTF, un certain nombre d'activités de sensibilisation ont été organisées au cours de la période considérée. En octobre 2022, le Secrétariat du TCA a organisé un événement parallèle au siège des Nations Unies, en marge de la Première Commission, et a invité des intervenants étatiques et issus d'organisations de la société civile. En novembre 2022, le Secrétariat du TCA a également organisé un atelier pratique du VTF à Genève (en format hybride), qui a accueilli des participants de diverses régions.

24. En janvier 2023, le Secrétariat du TCA a participé à l'atelier de la CEDEAO au Togo et a fait plusieurs présentations, notamment sur le VTF. En février 2023, le Secrétariat du TCA a organisé

une journée d'information sur le VTF pour les délégués parrainés par le TCA au cours de la première réunion préparatoire informelle de la CEP9, qui était retransmise en direct sur UN Web TV. En avril 2023, le Secrétariat du TCA a participé à la formation en ligne sur le TCA organisée par le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), qui a regroupé des représentants de divers États. En mai 2023, le Secrétariat du TCA a organisé une autre journée d'information pour les délégués parrainés par le TCA au cours de la deuxième réunion préparatoire informelle de la CEP9, également retransmise en direct. La même semaine, le Président du VTF et le Secrétariat du TCA ont proposé un événement parallèle en présence d'intervenants du Costa Rica, du Libéria et de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR, qui a souligné l'importance du VTF pour aider les États à progresser dans la mise en œuvre du Traité au niveau national.

25. À l'avenir, la présidence du VTF et le Secrétariat du TCA réfléchiront à la meilleure façon d'adapter les activités de sensibilisation pour encourager un plus grand nombre d'États à soumettre des propositions de projets de grande qualité technique qui favorisent l'universalisation et la mise en œuvre du Traité à tous les stades, ainsi qu'à inclure des normes techniques élevées dans les propositions, en tenant compte du rôle des partenaires d'exécution.

Promotion des projets VTF soutenant la mise en œuvre et l'universalisation du Traité

26. Dans le cadre des activités de sensibilisation au VTF évoquées ci-dessus, la présidence du VTF et le Secrétariat du TCA se sont efforcés de promouvoir la soumission de demandes et de projets du VTF qui font progresser la mise en œuvre du Traité au niveau national ainsi que l'universalité du Traité. Dans cet esprit, le Secrétariat du TCA organise des ateliers de renforcement des capacités pour les experts nationaux et régionaux en se concentrant sur divers sujets liés au TCA, y compris le VTF en tant que mécanisme qui soutient l'universalisation et la mise en œuvre du TCA. Au cours de la période considérée, des ateliers centrés sur le renforcement des capacités ont été organisés à Manille (Philippines) en décembre 2022, à Port d'Espagne (Trinité-et-Tobago) en février/mars 2023 et à Abidjan (Côte d'Ivoire) en avril 2023. D'autres ateliers de renforcement des capacités sont prévus en 2023 en Afrique australe et en Amérique latine.

Évaluation des projets du VTF

27. Les Termes de référence du VTF (paragraphe 13) précisent que le Secrétariat du TCA évaluera les rapports sur la mise en œuvre des projets du VTF par les bénéficiaires. Conformément à la décision de la CEP8, le Secrétariat du TCA a mené une évaluation des projets achevés en 2017 et a préparé un rapport à ce sujet (voir l'annexe L).

IV. RECOMMANDATIONS

28. Tenant dûment compte des enseignements tirés au cours des cycles de projets 2017-2023 du VTF, et de la volonté d'améliorer encore l'efficacité du fonctionnement du VTF, les recommandations suivantes sont soumises à la considération et à l'approbation de la Neuvième Conférence des États Parties :

- a. La CEP9 prend note du Rapport d'activité du VTF pour la période d'août 2022 à août 2023.
- b. La CEP9 salue l'intention du VTF de poursuivre ses activités de sensibilisation au cours de la période menant à la CEP10.

- c. La CEP9 prend note du Rapport d'évaluation du VTF sur les projets achevés en 2017 et se félicite de ce que le VTF poursuivra l'évaluation des projets achevés et en rendra compte lors de la CEP10.

ANNEXE A. SITUATION FINANCIÈRE DU VTF (à la date du 20 juillet 2023)

Contributions to VTF Projects			
1	Argentina	USD	10'000.00
2	Australia	USD	601'854.11
3	Austria	USD	4'470.17
4	Bulgaria	USD	2'039.77
5	Canada	USD	11'000.00
6	Costa Rica	USD	6'000.00
7	Cyprus	USD	33'279.30
8	Czech Republic	USD	90'220.43
9	Finland	USD	2'186'581.74
10	Government of Flanders, Belgium	USD	110'867.78
11	France	USD	347'190.09
12	Germany	USD	2'325'895.20
13	Ireland	USD	127'815.10
14	Japan	USD	3'000'000.00
15	Mexico	USD	60'000.00
16	Montenegro	USD	1'616.78
17	Netherlands	USD	452'889.00
18	New Zealand	USD	185'559.50
19	Norway	USD	220'142.77
20	Philippines	USD	5'000.00
21	Poland	USD	10'000.00
22	Portugal	USD	24'985.80
23	Republic of Korea	USD	360'000.00
24	Slovenia	USD	43'017.12
25	Spain	USD	134'336.74
26	Sweden	USD	563'955.87
27	Switzerland	USD	509'843.03
28	United Kingdom	USD	389'180.00
	Total for VTF projects	USD	11'817'740.30
Contributions to VTF Outreach Programme			
1	Germany	USD	68'069.21
2	New Zealand	USD	29'781.00
3	Republic of Korea	USD	30'000.00
	Total for VTF Outreach Programme	USD	127'850.21
TOTAL CONTRIBUTIONS TO VTF RECEIVED		USD	11'945'590.51

ANNEXE B. TROISIÈME CYCLE DU FONDS D’AFFECTATION VOLONTAIRE (2019) : SYNTHÈSE DES PROJETS DONT LE FINANCEMENT PAR LE VTF DU TCA A ÉTÉ APPROUVÉ

n°	Pays	Partenaire(s) d'exécution	Intitulé du projet	Type d'aide à la mise en œuvre	Budget total approuvé (USD)	Budget total dépensé (USD)
1	Antigua-et-Barbuda	Coalition for Development and the Reduction of Armed Violence (CDRAV)	Application du Traité des Nations Unies sur le commerce des armes - La voie à suivre pour la Communauté des Caraïbes (CARICOM)	Un atelier régional destiné à : 1) identifier et mobiliser les principaux représentants de l'État aux fins de la planification stratégique de l'universalisation, de la mise en œuvre et de l'établissement de rapports ; 2) convenir d'un plan d'action régional pour l'universalisation, la mise en œuvre et l'établissement de rapports et 3) identifier et adopter un projet régional pour permettre la mise en œuvre (à mettre en œuvre avec un financement du VTF).	97 064,00	64 998,00
2	Burkina Faso	Aucun	Ateliers de diffusion de la loi mettant en application le TCA au Burkina Faso	Organisation d'ateliers dans trois régions du pays pour promouvoir un projet de loi (Loi) pour l'application du TCA, qui a récemment été présenté au Parlement pour examen et adoption éventuelle.	80 119,00	72 630,25
3	Chili	Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNLIREC)	Formation pour l'interdiction des armes légères, des munitions et de leurs pièces et composants (ISSAP)	Formation de cinq (5) jours fournie aux agents de terrain qui contrôlent les opérations d'importation, d'exportation et de transit dans le cadre de la lutte contre le détournement et le trafic illicite des armes.	54 889,00	46 758,89

4	Côte d'Ivoire	Aucun	Atelier de formation sur la gestion sûre et sécurisée des munitions	Deux (2) ateliers de formation pour le renforcement des capacités à la gestion sûre et sécurisée des munitions pour les forces de sécurité et de défense.	68 039,00	57 852,00
5	Fidji	Centre for Armed Violence Reduction (CAVR)	Renforcement de la coopération interinstitutions et des pratiques en matière d'établissement de rapports pour la ratification du TCA	Ateliers nationaux de renforcement des capacités pour faciliter la ratification et l'application du TCA ; modification de la législation existante pour se conformer au TCA et mise en place d'une base de données pour stocker les informations sur les transferts d'armes.	98 023,00	89 326,16
6	Kazakhstan	Centre régional de l'ONU pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique (UNRCPD)	Atelier sur l'universalisation et l'application du Traité sur le commerce des armes en Asie centrale et en Mongolie	Atelier régional pour promouvoir l'universalisation du TCA dans la région et renforcer les capacités institutionnelles pour l'application future du Traité.	97 160,00	47 839,00
7	Liban ²	Permanent Peace Movement (PPM) et Saferworld	Évaluation de la conformité du Liban en matière d'application du TCA	Évaluation de la capacité du système libanais à s'acquitter de ses obligations relatives à l'application du TCA, à travers l'analyse du cadre législatif, des arrangements institutionnels, des capacités et des processus de réglementation du transfert des armes.	95 501,00	17 899,64

² Le projet VTF mis en œuvre par le Liban a été interrompu en raison du contexte politique national.

8	Madagascar	Centre régional de l'ONU pour la paix et le désarmement en Afrique - UNREC	Assistance technique et financière pour l'achat d'une machine de marquage de munitions à technologie laser	Acquisition d'une machine de marquage des munitions et formation à son utilisation.	95 190,00	95 190,00
9	Mali	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)	Application du TCA au Mali – Feuille de route	Évaluation du cadre législatif du Mali pour la conformité au TCA, renforcement des capacités des agences chargées de la mise en œuvre du TCA et élaboration d'une feuille de route nationale pour guider l'application systématique du TCA par le Mali.	98 138,00	87 192,16
10	Mozambique	PNUD	Système de gestion des armes légères, des armes de petit calibre et des explosifs	Achèvement d'un projet démarré en 2009 pour mettre en place un registre national en ligne permettant au ministère de l'Intérieur de gérer efficacement la propriété d'armes à feu, de munitions et d'explosifs civils et d'État.	98 868,00	99 724,00
11	Namibie	Control Arms (Nonviolence International)	Académie TCA en Afrique australe	Ateliers de formation pour le renforcement des capacités de 10 membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).	230 895,00	137 037,00
12	Palaos	Centre for Armed Violence Reduction (CARV)	Renforcement de la coopération interinstitutions et des pratiques en matière d'établissement de rapports pour la ratification du TCA	Ateliers nationaux de renforcement des capacités pour faciliter la ratification et l'application du TCA ; modification de la législation existante pour se conformer au TCA et mise en place d'une base de données pour stocker les informations sur les transferts d'armes.	94 749,00	72 114,00

13	Serbie	Small Arms Survey	Renforcement des capacités nationales de prévention et de lutte contre le détournement	Renforcement des capacités et connaissances techniques pour améliorer la capacité de la Serbie à prendre des mesures de prévention et de lutte contre le détournement des armes classiques.	96 247,00	
14	Sierra Leone	Sierra Leone Action Network on Small Arms (SLANCA)	Campagnes de plaidoyer auprès des députés sur la modification des législations pertinentes (la SLeNCSA et les lois sur les armes et les munitions)	Cinq (5) campagnes de sensibilisation des députés et des principales parties prenantes sur les dispositions du TCA et les exigences en matière de conformité, afin d'accélérer les modifications de la législation applicable.	28 578,00	
15	Soudan du Sud	Centre régional sur les armes légères (RESCA)	Soutien à l'adhésion au Traité sur le commerce des armes (TCA) en République du Soudan du Sud	Sensibilisation au TCA et élaboration d'une stratégie pour guider les efforts du Soudan du Sud en vue de son adhésion au TCA.	86 199,00	83 912,00
16	Togo	Délégation permanente de l'Union africaine à Genève	Incorporation des dispositions du Traité sur le commerce des armes (TCA) dans les systèmes juridiques nationaux des États Parties africains francophones	Atelier régional visant à aider les États Parties de la région à identifier les éléments clés du TCA à intégrer dans leurs lois nationales et à renforcer les capacités des parlementaires en matière d'intégration du TCA.	269 315,00	233 316,00

17	Tuvalu ³	Centre for Armed Violence Reduction (CAVR)	Application du TCA par Tuvalu	Examen de la législation de Tuvalu pour prévoir les obligations au titre du TCA ; établissement de la liste de contrôle nationale ; création d'une base de données nationale pour les informations sur les transferts d'armes et amélioration de la coordination interinstitutions à Tuvalu.	[87 840,00]	
18	Vanuatu	Centre for Armed Violence Reduction (CAVR)	Renforcement de la coopération interinstitutions et des pratiques en matière d'établissement de rapports pour la ratification du TCA	Ateliers nationaux de renforcement des capacités pour faciliter la ratification et l'application du TCA ; modification de la législation existante pour se conformer au TCA et mise en place d'une base de données pour stocker les informations sur les transferts d'armes.	97 381,00	63 665,00
19	Zambie (1)	Small Arms Survey	Renforcement des capacités pour établir et tenir à jour la liste de contrôle nationale de la Zambie	Renforcement des capacités et connaissances techniques pour permettre à la Zambie d'adopter une liste de contrôle nationale conformément à l'article 5 du TCA.	48 000,00	48 000,00
20	Zambie (2)	Small Arms Survey	Renforcement des capacités pour permettre à la Zambie de respecter ses obligations en matière d'établissement de rapports au titre du TCA	Renforcement des capacités pour permettre à la Zambie de transmettre son rapport initial et d'établir des procédures pour assurer la transmission dans les délais requis des rapports annuels, en partageant les enseignements tirés de l'élaboration de procédures nationales pour l'établissement des rapports du TCA.	76 933,00	74 338,42

³ Le projet soumis au VTF par Tuvalu a été approuvé par le Comité de sélection du VTF, mais la proposition de Tuvalu a été retirée avant la finalisation de la convention de financement avec le Secrétariat du TCA, et le projet a été annulé.

Total		1 911 288,00	1 391 792,52
--------------	--	---------------------	---------------------

ANNEXE C. STATUT DE L'EXÉCUTION DES PROJETS DU CYCLE 2019 DU VTF (à la date du 7 juillet 2023)

n°	Pays	Convention de financement signée	1 ^{er} versement effectué	Rapport intérimaire reçu	2 ^e versement effectué	Date de réception du rapport final/ échéance	3 ^e /dernier versement effectué	Statut
1	Antigua-et-Barbuda	✓	✓	N/A	N/A	✓	N/A	Achevé
2	Burkina Faso	✓	✓	✓	✓	✓	N/A	Achevé
3	Chili	✓	✓	✓	✓	✓		Achevé
4	Côte d'Ivoire	✓	✓	N/A	N/A	✓	N/A	Achevé
5	Fidji	✓	✓	✓	✓	✓		Achevé
6	Kazakhstan	✓	✓	N/A	N/A	✓	N/A	Achevé
7	Liban	✓	✓	N/A	N/A	N/A	N/A	Interrompu en raison du contexte politique
8	Madagascar	✓	✓	N/A	N/A	✓	✓	Achevé
9	Mali	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Achevé
10	Mozambique	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Achevé
11	Namibie	✓	✓	✓	✓	✓	N/A	Achevé
	Palaos	✓	✓	✓	✓	✓	N/A	Achevé
13	Serbie	✓	✓	✓	N/A			En cours
14	Sierra Leone	✓	✓	N/A	N/A	✓		En cours
15	Soudan du Sud	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Achevé
16	Togo	✓	✓	N/A	N/A	✓	✓	Achevé
17	Tuvalu	RETIRÉ						
18	Vanuatu	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Achevé
19	Zambie (1)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Achevé
20	Zambie (2)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Achevé

ANNEXE D. QUATRIÈME CYCLE DU FONDS D’AFFECTATION VOLONTAIRE (2020) : SYNTHÈSE DES PROJETS DONT LE FINANCEMENT PAR LE TCA A ÉTÉ APPROUVÉ

n°	État soumissionnaire	Partenaire(s)	Intitulé du projet	Type d’aide à la mise en œuvre	Budget total approuvé (USD)	Budget total dépensé (USD)
1	Botswana ⁴	Small Arms Survey	Renforcement des capacités pour permettre à la République du Botswana de respecter ses obligations en matière d’établissement de rapports au titre du TCA	Effort de renforcement des capacités pour permettre l’établissement de rapports sur le TCA en termes de mise en place de processus et de procédures d’établissement de rapports ainsi que la transmission du rapport initial et des rapports annuels	[79 702,00]	
2	Côte d’Ivoire	Aucun	Interconnexion entre les sites d’armes d’utilisation finale	Développement d’un système informatique intégré de gestion des données pour la gestion des stocks et la formation des gestionnaires de stocks	98 119,00	90 918,00
3	Ghana	Lex Emporium Attorney @Law	Adoption d’une législation globale harmonisée pour l’application du TCA	Élaboration et adoption d’une législation globale harmonisée pour l’application du TCA au Ghana	99 826,00	90 204,60
4	Kenya	Centre régional sur les armes légères (RECSA)	Sensibilisation au TCA et création d’une dynamique en	Atelier national de sensibilisation au TCA et à ses implications en vue de	95 604,00	89 944,00

⁴ Le projet soumis au VTF par le Botswana a été approuvé par le Comité de sélection du VTF, mais la proposition du Botswana a été retirée avant la finalisation de la convention de financement avec le Secrétariat du TCA.

			faveur de l'adhésion du Kenya au TCA	créer une dynamique pour l'adhésion du Kenya au TCA		
5	Madagascar ⁵	Control Arms (Nonviolence International)	Académie du TCA dans la région de l'Océan indien	Atelier régional pour renforcer les capacités de cinq États de l'Océan indien (COI) à mettre en œuvre le TCA	193 015,00	8 895,83
6	Nigéria	IANSAs Women Network Nigeria	Renforcement de la coopération inter-agences pour l'application du Traité et l'établissement de rapports	Atelier de renforcement des capacités nationales visant à renforcer la coopération inter-agences afin de faciliter l'application du TCA et d'améliorer la capacité nationale à remplir ses obligations en matière d'établissement de rapports	95 102,00	90 145,00
7	Sierra Leone	Aucun	Ateliers de renforcement des capacités pour une application effective du TCA au niveau régional	Ateliers de renforcement des capacités sur l'application du TCA organisés au niveau régional	55 977,00	61 028,00
8	Soudan du Sud	Centre régional sur les armes légères (RECSA)	Soutien à la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'adhésion et d'application du TCA pour la République du Soudan du Sud	Mise en œuvre de la Stratégie nationale d'application du TCA en République du Soudan du Sud par l'organisation des activités suivantes : 1) examen de la législation nationale, 2) élaboration et adoption d'une liste de contrôle nationale, 3) atelier de renforcement des capacités pour les	99 524,00	

⁵ Le projet VTF mis en œuvre par Madagascar a été interrompu.

				fonctionnaires des douanes et 4) atelier de renforcement des capacités pour les parlementaires sur l'intégration du TCA		
9	Togo	Aucun	Ateliers de formation sur la gestion sûre et sécurisée des stocks d'armes et de munitions	Ateliers de formation des agents de défense et de sécurité à la gestion sûre et sécurisée des stocks d'armes et de munitions dans tout le pays pour prévenir le détournement	53 716,00	49 878,39
10	Zambie	Small Arms Survey	Renforcement des capacités pour rédiger la loi zambienne sur le contrôle des armes classiques visant à l'application du TCA	Renforcement des capacités de rédaction législative de la Zambie et préparation de la législation zambienne visant à l'application du TCA	93 197,00	82 533,00
	Total				884 080,00	563 546,82

ANNEXE E. STATUT DE L'EXÉCUTION DES PROJETS DU CYCLE 2020 DU VTF (à la date du 7 juillet 2023)

n°	Pays	Convention de financement signée	1 ^{er} versement effectué	Échéance du rapport intermédiaire	2 ^e versement effectué	Échéance du rapport final	Dernier versement effectué	Statut
1	Botswana	RETIRÉ						
2	Côte d'Ivoire	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Achevé
3	Ghana	✓	✓	N/A	N/A	✓	✓	Achevé
4	Kenya	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Achevé
5	Madagascar	✓	✓	✓	N/A	N/A	N/A	Interrompu
6	Nigéria	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Achevé
7	Sierra Leone	✓	✓	N/A	N/A	✓	✓	Achevé
8	Soudan du Sud	✓	✓	✓				En cours
9	Togo	✓	✓	N/A	N/A	✓	✓	Achevé
10	Zambie	✓	✓	✓	✓	✓	N/A	Achevé

ANNEXE F. CINQUIÈME CYCLE DU FONDS D’AFFECTATION VOLONTAIRE (2021) : SYNTHÈSE DES PROJETS DONT LE FINANCEMENT PAR LE TCA A ÉTÉ APPROUVÉ

n°	État soumissionnaire	Partenaire(s)	Intitulé du projet	Type d’aide à la mise en œuvre	Budget total approuvé (USD)	Budget total dépensé (USD)
1	Chili	Small Arms Survey	Renforcer la capacité à prévenir, détecter et répondre au détournement d’armes classiques, conformément à l’article 11 du TCA au Chili et en Colombie	Élaboration et mise en œuvre d’une formation destinée aux forces de sécurité chiliennes et colombiennes sur la prévention et la détection du détournement d’armes classiques	170 034,00	
2	Costa Rica	Instituto Tecnológico de Costa Rica (Institut technologique du Costa Rica), Fundación Tecnológica de Costa Rica (Fondation technologique du Costa Rica)	Plateforme numérique du système de contrôle des transferts d’armes classiques du Costa Rica	Développement d’une plateforme numérique permettant une coordination interministérielle sur le contrôle national, l’octroi de licences, l’analyse des risques et l’intégration des bases de données existantes	100 000,00	
3	République démocratique du Congo (RDC)	Groupe de recherche et d’information sur la paix et la sécurité (GRIP)	Élaboration et validation d’une feuille de route en faveur de l’adhésion de la RDC au TCA	Organisation de séminaires pour les parties prenantes impliquées dans l’adhésion de la RDC au TCA, et élaboration de la feuille de route de la RDC pour l’adhésion au TCA	93 433,00	96 451,26

4	El Salvador	Aucun	Achat d'une chambre de récupération de projectiles MTI de 24 pouces (version militaire de base)	Acquisition d'équipements destinés à la récupération de projectiles pour l'analyse criminalistique	98 500,00	98 098,65
5	Fidji	Centre for Armed Violence Reduction (CAVR)	Dernières étapes vers l'adhésion au TCA et la mise en conformité totale	Facilitation du processus d'adhésion au TCA, révision des lois sur les armes et les munitions et adaptation du système de conservation des données	92 491,00	
6	Liban ⁶	Aucun	Unités d'intervention territoriale des forces de sécurité intérieure (FSI) libanaises – Contrôle des armes à feu	Amélioration de la sécurité des stocks dans les entrepôts afin de garantir la sûreté et la sécurité des armes et des munitions	[70 675,00]	
7	Libéria	Centre for Armed Violence Reduction (CAVR)	Comblent les lacunes dans la conservation des données sur le contrôle des armes au Libéria	Mise en place d'un système de conservation et de communication des données (Arms Tracker) et formation des fonctionnaires à l'utilisation de ce système	98 654,00	96 531,00
8	Mali	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)	Renforcement des connaissances et des capacités pour améliorer la mise en œuvre de la feuille de route du TCA	Mise en œuvre de la feuille de route nationale sur le TCA en effectuant des analyses juridiques et en organisant des séminaires pour les fonctionnaires, les parlementaires, le secteur privé et la société civile	69 250,00	68 745,00

⁶ Le projet soumis au VTF par le Liban a été approuvé par le Comité de sélection du VTF, mais la proposition du Liban a été retirée avant la finalisation de la convention de financement avec le Secrétariat du TCA.

9	Mexique ⁷	Aucun	Fortalecimiento del Registro y Controles de los Flujos de Armas en Mexico	Mise en place d'un système destiné à compléter la base de données nationale sur les armes afin de contrôler et d'enregistrer les transferts d'armes au Mexique Facilitation de la coordination et du partage d'informations entre les autorités nationales et fédérales du Mexique ainsi qu'avec les États d'Amérique centrale et du Sud	[95 200,00]	
10	Namibie	Control Arms (Nonviolence International)	Application du TCA par la Namibie : Vers un système de contrôle national global	Examen de la législation régissant les transferts d'armes ; élaboration de la liste de contrôle nationale ; préparation du rapport initial ; et recommandations concernant les futurs domaines de travail	79 709,00	
11	Rwanda	Centre régional sur les armes légères (RECSA)	Soutien à la mise en œuvre de la ratification du TCA par la République du Rwanda	Sensibilisation au TCA et soutien accru en faveur de sa ratification	95 829,00	
12	Soudan	Centre régional sur les armes légères (RECSA)	Soutien à l'élaboration d'une stratégie nationale pour l'application du Traité sur le commerce des armes dans la République du Soudan	Élaboration d'une stratégie nationale pour l'application du TCA par le biais de réunions de consultation et d'ateliers de validation	99 645,00	

⁷ Le projet soumis au VTF par le Mexique a été approuvé par le Comité de sélection du VTF, mais la proposition du Mexique a été retirée avant la finalisation de la convention de financement avec le Secrétariat du TCA.

13	Trinité-et-Tobago		Assistance technique et financière pour mettre en place un atelier de renforcement des capacités sur le TCA et développer un système informatique de gestion intégrée des données pour une meilleure gestion des stocks et une réduction des failles qui permettent le détournement	Atelier de renforcement des capacités et développement d'un système informatique de gestion intégrée des données pour la gestion des stocks, afin de faciliter l'établissement de rapports et le partage d'informations	99 296,00	
Total					1 096 841,00	359 825,91

ANNEXE G. STATUT DE L'EXÉCUTION DES PROJETS DU CYCLE 2021 DU VTF (à la date du 7 juillet 2023)

n°	Pays	Convention de financement signée	1 ^{er} versement effectué	Échéance du rapport intermédiaire	2 ^e versement effectué	Échéance du rapport final	Dernier versement effectué	Commentaire
1.	Chili	✓	✓	✓	✓	✓		En cours
2.	Costa Rica		✓	✓	✓	✓		En cours
3.	RDC	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Achevé
4.	El Salvador	✓	✓	N/A	N/A	✓	✓	Achevé
5.	Fidji	✓	✓	✓	✓	✓		En cours
6.	Liban	RETIRÉ						
7.	Libéria	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Achevé
8.	Mali	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Achevé
9.	Mexique	RETIRÉ						
10.	Namibie	✓	✓	✓	✓			En cours
11.	Rwanda	✓	✓	✓	✓	✓		En cours
12.	Soudan	✓	✓					Interrompu en raison du contexte national
13.	Trinité-et-Tobago	✓	✓	✓	✓			En cours

ANNEXE H. SIXIÈME CYCLE DU FONDS D'AFFECTATION VOLONTAIRE (2022) : SYNTHÈSE DES PROJETS DONT LE FINANCEMENT PAR LE TCA A ÉTÉ APPROUVÉ

n°	État soumissionnaire	Partenaire(s)	Intitulé du projet	Type d'aide à la mise en œuvre	Budget total approuvé (USD)	Budget total dépensé (USD)
1	Argentine	Red Argentina por el Desarme (Réseau argentin pour le désarmement)	Programme global de contrôle des armes à feu et de désarmement civil volontaire de la République argentine	Création d'unités mobiles d'enregistrement et d'unités mobiles de désarmement ; séminaires de sensibilisation au contrôle des armes à feu	100 000,00	
2	Burkina Faso	Aucun	Ateliers de sensibilisation et de renforcement des capacités du personnel de l'administration publique et des organisations de la société civile sur le Traité sur le commerce des armes (TCA) et la loi d'internalisation dans les régions du Centre-Est (TENKODOGO) et du Centre-Ouest (KOUDOUGOU)	Organisation de deux ateliers nationaux : 1) visant à sensibiliser et à renforcer les capacités des fonctionnaires du gouvernement dans la région du Centre-Est ; 2) sensibilisation et promotion de la loi nationale d'internalisation du TCA parmi les organisations de la société civile, dans la région du Centre-Ouest.	99 713,00	
3	Côte d'Ivoire	Aucun	Renforcement des capacités des États de la CEDEAO à établir des rapports au titre du Traité sur le commerce des armes	Organisation d'un atelier régional de trois/quatre jours sur les obligations en matière d'établissement de rapports des États membres de la CEDEAO	134 707,00	

4	Gambie	Saferworld	Évaluation et préparation de la conformité de la Gambie à la mise en œuvre du TCA	Analyse des lacunes et élaboration d'un rapport d'évaluation national et d'un plan d'action national	78 784,00	
5	Madagascar	Aucun	Achat d'équipement de destruction d'armes	Achat de deux broyeurs d'armes mobiles et de deux camions pour la destruction des armes collectées	99 300,00	99 300,00
6	Nigéria	IANSA Women Network	Rédaction, validation et adoption d'une législation nationale complète pour la mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes	Élaboration d'un projet de législation nationale complète pour la mise en œuvre effective du TCA, et organisation d'ateliers	99 680,00	
Total					612 184,00	99 300,00

ANNEXE I. STATUT DE L'EXÉCUTION DES PROJETS DU CYCLE 2022 DU VTF (à la date du 7 juillet 2023)

n°	Pays	Convention de financement signée	1 ^{er} versement effectué	Échéance du rapport intermédiaire	2 ^e versement effectué	Échéance du rapport final	Dernier versement effectué	Commentaire
1.	Argentine							Convention de financement en suspens
2.	Burkina Faso	✓						Interrompu en raison du contexte national
3.	Côte d'Ivoire	✓	✓	✓	✓			En cours
4.	Gambie	✓	✓	✓				En cours
5.	Madagascar	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Achevé
6.	Nigéria	✓	✓	✓	✓			En cours

ANNEXE J. SEPTIÈME CYCLE DU FONDS D’AFFECTATION VOLONTAIRE (2023) : SYNTHÈSE DES PROJETS DONT LE FINANCEMENT DU TCA A ÉTÉ PROVISOIEMENT⁸ APPROUVÉ

n°	État soumissionnaire	Partenaire(s)	Intitulé du projet	Type d’aide à la mise en œuvre	Budget total approuvé (USD)
1	Burundi (1)	Réveil communautaire d’assistance aux victimes (RECOVI)	Plan d’action du Burundi pour le TCA : renforcement des capacités et feuille de route nationale à l’appui de l’universalisation et de la mise en œuvre du TCA	Organisation d’ateliers de sensibilisation au TCA et élaboration d’un plan d’action national pour la ratification du TCA	95 177,00
2	Cambodge	Control Arms	Sensibiliser et renforcer le soutien au Traité sur le commerce des armes au Cambodge	Atelier de sensibilisation au TCA sur l’élaboration d’un plan d’action national pour la ratification du TCA par le Cambodge	63 116,00
3	Éthiopie	RECSA	Sensibilisation au renforcement des capacités de l’administration publique en matière de gestion et de contrôle des ALPC en Éthiopie	Organisation d’ateliers nationaux de sensibilisation sur le contrôle des ALPC et élaboration d’une feuille de route sur le contrôle des ALPC	99 959,00

⁸ Les projets sont provisoirement approuvés sous réserve des demandes de clarification et des négociations des conventions de financement. En outre, trois (3) États soumissionnaires ont eu la possibilité de préciser ou reformuler leurs propositions de projets pour réexamen par le Comité de sélection du VTF.

4	Guinée	Aucun	Renforcement du cadre législatif et réglementaire sur les armes	Harmonisation de la législation nationale avec le TCA et d'autres instruments, vulgarisation de la nouvelle législation et élaboration d'une politique nationale de contrôle des armes légères et de petit calibre (ALPC)	99 989,00
5	Lesotho	Désarmement et contrôle des armes	Renforcement des capacités des acteurs et parties prenantes nationales en matière d'application du Traité sur le commerce des armes (TCA)	Organisation d'un atelier de renforcement des capacités et élaboration et adoption d'une feuille de route pour la mise en œuvre du TCA	85 423,00
6	Libéria (1)	Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR)	Atelier de Monrovia pour soutenir l'universalisation et la mise en œuvre effective du TCA	Organisation d'un atelier régional sur l'universalisation et la mise en œuvre du TCA pour les États africains et les organisations régionales	199 967,00
7	Madagascar	Aucun	Achat d'équipements et de matériels supplémentaires pour activer le programme de destruction et de marquage des armes à l'échelle nationale	Achat de camions, d'équipements pour les bureaux sur le terrain et de tentes pour la destruction sur place des petites armes collectées	87 260,00

8	Malawi	Control Arms	Soutenir l'universalisation et la mise en œuvre du TCA au Malawi	Organisation d'ateliers de sensibilisation au TCA et d'ateliers sur le plan d'adhésion	71 039,00
9	Maurice	Aucun	Formation sur le marquage des armes à feu à Maurice	Formation des agents de police de Maurice au marquage des armes à feu	10 500,00
10	Paraguay	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)	Renforcement du système de contrôle des armes du Paraguay et des capacités nationales de prévention et de lutte contre le commerce illicite et le trafic d'armes légères et de petit calibre	Élaboration de procédures opérationnelles standard pour réglementer les transferts d'armes ; organisation d'un atelier national sur la détection des délits liés aux transferts d'armes, les enquêtes et les poursuites ; et d'un atelier thématique régional	99 978,00
11	Togo (1)	Aucun	Renforcement des capacités du personnel de l'autorité chargée de l'application du Traité sur le commerce des armes (TCA) en ce qui concerne l'obligation d'établissement de rapports annuels	Organisation d'un atelier national sur l'établissement de rapports à l'intention des fonctionnaires	68 962,00

12	Zambie (1)	Small Arms Survey	Renforcement des capacités pour rédiger la législation secondaire nécessaire à la mise en œuvre de la loi zambienne sur le contrôle des armes classiques	Élaboration d'une législation nationale secondaire pour la mise en œuvre de la législation primaire sur le TCA en Zambie et consultations à ce sujet	95 701,00
TOTAL					1 077 071,00

ANNEXE K. TÂCHES ET CALENDRIER DU VTF 2022/2023**CALENDRIER PROVISOIRE DU VTF : 2022/2023**

Le présent calendrier provisoire tient compte des principales échéances prévues pour le VTF au cours de la période intersessions séparant la CEP8 et la CEP9.

	TÂCHE	CALENDRIER	RESPONSABILITÉ
1.	Appel à contributions	17 octobre 2022	Secrétariat du TCA
2.	Appel à projets	24 octobre 2022 – 20 janvier 2023	Secrétariat du TCA
3.	Date limite de soumission des propositions de projet	20 janvier 2023	Secrétariat du TCA
4.	Examen préliminaire des propositions de projet et établissement d'une liste restreinte	23 janvier – 21 avril 2023	Secrétariat du TCA
5.	Réunion du Comité de sélection	8 février 2023 (15h00)	Comité de sélection Secrétariat du TCA
6.	Diffusion de la liste restreinte des propositions de projets au Comité de sélection	28 avril 2023	Secrétariat du TCA
7.	Événement de sensibilisation du VTF	10 mai 2023	Secrétariat du TCA Président du VTF
8.	Réunion du Comité de sélection : Examen et validation des propositions de projets retenues	25 mai 2023	Comité de sélection Secrétariat du TCA
9.	Communication aux candidats de la décision finale du Comité de sélection.	12 juin 2023	Secrétariat du TCA

10.	Demande de clarification sur les propositions approuvées (les candidats sélectionnés sont invités à affiner certains aspects de leurs propositions à la demande du Comité de sélection)	26 juin – 6 octobre 2023	Secrétariat du TCA Bénéficiaires de la subvention
11.	Contractualisation (convention de financement) entre le VTF et les bénéficiaires retenus ; transfert des subventions (1 ^{er} versement)	17 juillet – 10 novembre 2023	Secrétariat du TCA Bénéficiaires de la subvention
12.	Finalisation du rapport du VTF à la CEP9	7 juillet 2023	Secrétariat du TCA
13.	Réunion du Comité de sélection	14 août 2023	Comité de sélection Secrétariat du TCA
14.	Soumission à la CEP9	24 août 2023 (<i>à confirmer</i>)	Secrétariat du TCA Président du VTF

ANNEXE L. RAPPORT D'ÉVALUATION DU VTF SUR LES PROJETS ACHEVÉS EN 2017

22 juin 2023

Préparé par le Secrétariat du TCA

SECRÉTARIAT DU TCA : ÉVALUATION DES PROJETS DE MISE EN ŒUVRE DU TCA FINANCÉS PAR LE FONDS D'AFFECTATION VOLONTAIRE (VTF) AU COURS DU CYCLE 2017 DU VTF**INTRODUCTION**

1. L'article 13 des Termes de référence du Fonds d'affectation volontaire (VTF) précise que le Secrétariat du TCA évaluera les rapports sur la mise en œuvre des projets du VTF par les États bénéficiaires et fera rapport à la Conférence des États Parties, par l'intermédiaire du Comité de sélection, sur les résultats des projets. En outre, l'article 16 des Termes de référence stipule que le Secrétariat du TCA doit assurer un suivi et une évaluation appropriés des projets du VTF.

2. Afin de rendre opérationnelles les dispositions des Termes de référence du VTF susmentionnées, les « *Consignes relatives à l'évaluation des projets du VTF* » ont été élaborées pour aider le Secrétariat du TCA à évaluer si les projets financés par le VTF ont atteint les objectifs fixés. Ces *Consignes* proposent des lignes directrices et des paramètres pour l'évaluation par le Secrétariat du TCA des projets du VTF achevés. Cette évaluation des projets du VTF achevés vise à favoriser l'amélioration continue du VTF en tant qu'outil efficace d'appui à l'application du Traité. En résumé, le processus d'évaluation des projets du VTF est conçu pour atteindre les objectifs suivants : transparence et responsabilité, affectation efficace des ressources et amélioration de la qualité des projets. Le document des *Consignes* a été préparé par le Secrétariat du TCA en collaboration avec le Comité de sélection du VTF, puis soumis à la Cinquième Conférence des États Parties (CEP5) en 2019, qui en a pris note.

3. Aux fins du processus d'évaluation des projets, il était prévu que l'évaluation des projets du VTF achevés démarre en 2020. Néanmoins, ce plan a été perturbé de manière inattendue par l'apparition de la pandémie de COVID-19, qui a entraîné le report des activités de nombreux projets du VTF, ce qui a eu une incidence sur la capacité du Secrétariat du TCA à suivre un grand nombre de projets à un stade donné. L'amélioration de la situation sanitaire a permis à la plupart des projets de reprendre et de conclure leurs activités et a rendu possible l'évaluation des projets achevés du cycle 2017, conformément au plan indicatif présenté à la CEP8 par le biais du rapport du VTF.

APPROCHE ET MÉTHODE D'ÉVALUATION

4. La finalité principale de l'exercice d'évaluation des projets est de déterminer si les projets financés par le VTF ont atteint les objectifs fixés, et de permettre une amélioration continue du fonctionnement du VTF. Le rapport du VTF soumis à la CEP8 indique que le premier rapport d'évaluation du VTF qui sera présenté à la CEP9 portera sur les projets achevés en 2017, et que d'autres projets achevés suivront plus tard.

5. En préparant le rapport actuel d'évaluation des projets du VTF, le Secrétariat du TCA a appliqué les principes d'évaluation énoncés dans les Termes de référence du VTF et précisés dans les *Consignes relatives à l'évaluation des projets du VTF*. À cet égard, le rapport actuel d'évaluation reflète l'examen des projets achevés du VTF à travers les indicateurs définis dans les *Consignes*, centrés sur la gestion de projet et les livrables du projet (pièce jointe A). En conséquence, le rapport met en évidence les enseignements tirés et les axes d'amélioration possible que le Comité de sélection du VTF et le Secrétariat du TCA peuvent prendre en compte dans leurs efforts pour améliorer le fonctionnement du VTF en soutien aux objectifs d'universalisation et de mise en œuvre du Traité.

6. Parmi les documents sources (informations) sur lesquels le Secrétariat du TCA s'est appuyé pour préparer le rapport d'évaluation, on peut citer les formulaires de demande de subvention, les formulaires budgétaires, les rapports intermédiaires, les rapports finaux, les conventions de financement et les communications enregistrées entre le Secrétariat du TCA et les États bénéficiaires.

PROJETS DU CYCLE 2017 DU VTF APPROUVÉS PAR LE COMITÉ DE SÉLECTION DU VTF

7. Le Comité de sélection du VTF a approuvé le financement de 17 projets dans le cadre du premier cycle du VTF (2017). Après le retrait de deux propositions, 15 projets VTF ont été mis en œuvre à la signature des conventions de financement avec le Secrétariat du TCA. La pièce jointe B présente une vue d'ensemble des projets VTF 2017 mis en œuvre.

Tableau 1. Liste des projets approuvés et mis en œuvre au cours du cycle VTF 2017

n°	Pays	n°	Pays
1	Cameroun	9	Maurice
2	Costa Rica	10	Palaos
3	Côte d'Ivoire (1)	11	Philippines
4	Côte d'Ivoire (2)	12	Sénégal
5	El Salvador	13	Sierra Leone
6	Ghana	14	Togo (1)
7	Guatemala	15	Togo (2)
8	Libéria		

ÉVALUATION DES PROJETS DU VTF : LA DIMENSION « GESTION DE PROJET »

8. Les *Consignes* précisent que chaque projet VTF doit être évalué selon deux dimensions : 1) la gestion du projet et 2) les livrables du projet. Pour chaque dimension, une série d'indicateurs sont à prendre en compte pour évaluer la performance d'un projet. En ce qui concerne la gestion du projet, les indicateurs pertinents sont les suivants : négociations sur les conventions de financement, rapports intermédiaires, rapports finaux, communication entre les États bénéficiaires et le Secrétariat du TCA, calendrier du projet, considérations budgétaires et partenaire d'exécution du projet.

Négociations sur les conventions de financement

9. Le Comité de sélection du VTF s'est réuni en mai 2017 pour examiner et sélectionner les propositions de projet soumises lors du cycle de projets 2017. Les soumissionnaires ont ensuite été informés des décisions du Comité de sélection à la mi-juin et ont été invités à préciser ou à affiner certains aspects de leurs propositions, conformément à la décision du Comité de sélection. À l'exception de deux projets retirés, l'ensemble des 15 projets dont le financement a été approuvé dans le cadre du cycle VTF 2017 ont réussi à fournir toutes les précisions nécessaires ou à affiner tous les éléments demandés avant la date limite fixée au 30 juin 2017. Par conséquent, les négociations sur les conventions de financement pour les projets approuvés ont démarré en juillet 2017 comme prévu.

10. L'étape suivante du processus consistait, pour les États bénéficiaires, à transmettre les documents nécessaires à la préparation des conventions de financement, à savoir les coordonnées du compte bancaire, une lettre de vérification du compte bancaire et le calendrier complet du projet. En outre, en cas d'implication d'un partenaire d'exécution, les États bénéficiaires devaient soumettre un protocole d'accord ou une lettre d'intention entre l'État bénéficiaire et le partenaire d'exécution du projet définissant les conditions de leur relation.

11. À cette étape du processus, cinq (5) États bénéficiaires n'ont pas soumis les documents justificatifs de la convention de financement dans les délais impartis, en raison notamment de la non-finalisation des protocoles d'accord avec les partenaires d'exécution et de la survenue d'autres événements nationaux. Certains États bénéficiaires ont soumis leurs documents deux mois après la date limite et après des demandes répétées de la part du Secrétariat du TCA.

12. En ce qui concerne les projets impliquant des entités des Nations Unies, les retards sont en partie dus à la longueur des processus nationaux, aux procédures internes des Nations Unies, ainsi qu'à l'établissement d'un accord-cadre entre le Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies (UNODA) et le Secrétariat du TCA.

13. En février 2018, 15 États bénéficiaires avaient signé leur convention de financement avec le Secrétariat du TCA. Si certains de ces États ont renvoyé après quelques semaines seulement les documents nécessaires à la conclusion des conventions de financement, d'autres ont pris plus de temps pour finaliser les négociations sur les conventions de financement avec le Secrétariat du TCA.

Enseignements tirés

14. On estime que les retraits de deux projets au cours de ce cycle ont été en partie causés, premièrement, par une compréhension insuffisante de la nature, des exigences et de la complexité d'un projet conjoint ; et deuxièmement, par un manque de ressources humaines internes dédiées, au sein de l'État bénéficiaire, pour faciliter la mise en œuvre du projet face à des priorités nationales concurrentes. Afin de prévenir de telles circonstances et d'éviter d'autres retraits de projets

approuvés, le Secrétariat du TCA a modifié les notes explicatives des propositions au VTF pour préciser les exigences propres aux projets régionaux et aux projets conjoints, et ces éléments sont clairement communiqués aux parties prenantes lors des séances d'information sur le VTF.

15. On estime également que les retards enregistrés dans la soumission des documents nécessaires à la finalisation des conventions de financement ont été causés par : une compréhension insuffisante de la nécessité/de l'importance des documents demandés, le retard pris dans les processus nationaux et le retard pris dans les négociations entre les États bénéficiaires et les partenaires d'exécution, le cas échéant. Pour surmonter ces difficultés, le Secrétariat du TCA a commencé à informer les soumissionnaires des documents demandés pour les conventions de financement dès le début du processus, y compris pendant la phase de sensibilisation au VTF. En ce qui concerne les protocoles d'accord entre les États bénéficiaires et les partenaires d'exécution, l'établissement d'un accord-cadre entre le Secrétariat du TCA et l'UNODA a permis de faciliter le processus dans les projets où des entités des Nations unies sont engagées en tant que partenaires d'exécution. En outre, le Secrétariat du TCA fournit des indications et/ou des conseils aux soumissionnaires sur les éléments essentiels à inclure dans un protocole d'accord type pour un projet financé par le VTF.

Rapports intermédiaires et rapports finaux

16. L'une des principales dispositions des conventions de financement énonce que les États bénéficiaires acceptent de soumettre un rapport descriptif et de dépenses intermédiaire, à mi-parcours des activités du projet, et un rapport descriptif et de dépenses final, après l'achèvement des activités du projet. Les rapports intermédiaires et finaux sont des outils importants qui permettent au Secrétariat du TCA de suivre l'avancement des projets et de débloquer les décaissements par tranches lorsque leur performance est satisfaisante. Par ailleurs, les rapports finaux doivent mettre en évidence l'impact des projets, décrire les lacunes et formuler des recommandations.

17. Pour faciliter l'établissement des rapports de projets, le Secrétariat du TCA met à la disposition des États bénéficiaires les modèles des rapports demandés, un mois avant leur date de soumission.

18. On observe que la moitié seulement des États bénéficiaires du cycle de projets 2017 ont réussi à soumettre leurs rapports intermédiaires dans les délais impartis. On constate par ailleurs que certains rapports intermédiaires reçus n'ont pas été établis sur le modèle de rapport prescrit, ce qui a nécessité des enquêtes et un suivi complémentaires de la part du Secrétariat du TCA. En outre, la plupart des États bénéficiaires qui n'ont pas respecté le délai de soumission des rapports n'en ont pas communiqué d'emblée la raison au Secrétariat du TCA et n'ont pas non plus précisé le délai supplémentaire dont ils avaient besoin. On remarque la même tendance concernant la soumission des rapports finaux, qu'il s'agisse du nombre de rapports soumis ou de l'absence générale de notification préalable au Secrétariat du TCA de retard dans la soumission des rapports.

19. En ce qui concerne l'impact global des projets, tous les États bénéficiaires du cycle de projets 2017 ont indiqué dans leurs rapports finaux que les projets correspondaient aux objectifs fixés et qu'ils avaient été menés d'une manière efficace et efficiente. En outre, les États bénéficiaires ont précisé que les résultats des projets seraient maintenus dans le cadre d'un effort national plus large visant à mettre en œuvre les obligations du Traité. Sur une échelle de notation de 1 à 5⁹, tous les États bénéficiaires ont attribué à leurs projets une note comprise entre quatre et cinq.

⁹ 1 étant la note la plus basse et 5 la note la plus élevée.

Enseignements tirés

20. De nombreuses raisons ont été avancées pour expliquer la soumission tardive des rapports de projets en pleine conformité avec les exigences fixées. Tout d'abord, certains États bénéficiaires connaissaient mal les exigences du VTF en matière de rapports, notamment en ce qui concerne la transmission de documents justificatifs (factures et reçus, par exemple), qui n'est pas un élément standard des autres organismes donateurs. Pour améliorer le niveau de compréhension des exigences du VTF en matière de rapports, le Secrétariat du TCA a commencé à inclure des modèles de rapports dans les conventions de financement et à aborder largement cette question lors des événements de sensibilisation du VTF. Par ailleurs, un tutoriel vidéo sur la préparation des rapports du VTF a été réalisé en 2022 et publié sur le site web du TCA.

21. Ensuite, certains États bénéficiaires ont rencontré des difficultés pour transmettre au Secrétariat du TCA une grande quantité de documents justificatifs. Ce problème a toutefois été résolu grâce à la mise en place d'un serveur partagé en ligne, qui facilite la transmission de documents. En outre, certains États bénéficiaires n'ont pas pu soumettre leurs rapports à temps en raison du manque de disponibilité des fonctionnaires nationaux autorisés à signer les rapports.

22. Enfin, comme le cycle 2017 du VTF était la première année où les entités des Nations Unies mettaient en œuvre des projets VTF et devaient en rendre compte selon les modèles de rapports prescrits par le VTF, il leur a fallu plus de temps pour fournir aux États bénéficiaires les éléments requis pour soumettre les rapports de projets dans le format demandé. La mise en place d'un accord-cadre entre le Secrétariat du TCA et l'UNODA a amélioré la situation depuis.

Communication entre les États bénéficiaires et le Secrétariat du TCA

23. La plupart des États bénéficiaires du cycle 2017 ont répondu aux requêtes et aux demandes d'information et de documentation du Secrétariat du TCA en temps voulu pendant la mise en œuvre du projet. Toutefois, certains États bénéficiaires ont tardé à répondre et le Président du Comité de sélection du VTF a parfois dû envoyer un courrier. Tous les États bénéficiaires ont communiqué avec le Secrétariat du TCA via l'adresse électronique indiquée par le VTF. D'une manière générale, on observe que la communication entre le Secrétariat du TCA et les États bénéficiaires a été efficace et a permis la mise en œuvre réussie des 15 projets.

Calendrier des projets et considérations budgétaires

24. Le Secrétariat du TCA s'appuie sur les calendriers des projets pour suivre la progression de leur mise en œuvre et déboursier les versements budgétaires. Des prorogations ont été demandées pour plus de la moitié des projets considérés, pour une durée comprise entre un (1) et neuf (9) mois. Dans l'ensemble, les demandes de prorogation étaient dues, entre autres, au manque général de préparation des États bénéficiaires pour commencer les projets approuvés, à une transition politique, à un retard dans la contractualisation avec les partenaires d'exécution et les experts, et à l'encombrement des programmes parlementaires, le cas échéant. Pour faciliter la mise en œuvre des projets, le Secrétariat du TCA a aidé les États bénéficiaires, à leur demande, à trouver des experts.

25. Malgré quelques prolongations de la durée des projets, tous les projets considérés ont achevé leurs activités dans les limites du budget approuvé. Dans plus de la moitié des projets, au moins un poste budgétaire a été dépassé ou sous-utilisé de 20 %.

Enseignements tirés

26. On observe que les 20 % de cas qui ont enregistré un dépassement ou une sous-utilisation de certains postes budgétaires s'expliquent par les facteurs suivants : taux de change, inflation, estimations moins ciblées du coût du projet et capacités de gestion et de suivi de projet insuffisantes. Afin d'aider les États bénéficiaires à travailler sur des estimations financières réalistes, le Secrétariat du TCA leur conseille d'affiner leur budget avant de conclure les conventions de financement. Le Secrétariat du TCA invite par ailleurs régulièrement les soumissionnaires à consulter le site web du VTF qui met à la disposition du public des informations sur les budgets approuvés et les dépenses réelles des projets achevés.

Partenaires d'exécution du projet

27. Sur les 15 projets, 11 ont fait appel à des organisations internationales (comme les Nations Unies) et à des organisations de la société civile en tant que partenaires d'exécution. Pour formaliser les accords de collaboration entre les États bénéficiaires et les partenaires d'exécution, le VTF exige des parties qu'elles concluent un protocole d'accord ou une entente définissant les rôles et les responsabilités de chacun. En ce qui concerne les projets considérés, le soutien des partenaires d'exécution aux États bénéficiaires s'est essentiellement traduit par la conduite de recherches et d'entretiens, l'apport d'expertise en tant que formateurs et développeurs de contenu, la rédaction de rapports sur les projets du VTF, le suivi des projets, l'organisation d'événements et l'apport de matériel et de personnel. Presque tous les partenaires d'exécution des projets 2017 ont respecté leurs obligations au titre des accords conclus avec les États bénéficiaires, à de rares exceptions près où l'appui aux États bénéficiaires dans la préparation des rapports VTF a été retardé.

28. Si la communication autour de la mise en œuvre des projets VTF se fait généralement entre le Secrétariat du TCA et les États bénéficiaires, certains projets ont nécessité une communication directe avec les partenaires d'exécution. Dans ce cas, tous les partenaires d'exécution ont coopéré avec le Secrétariat du TCA et ont répondu à ses demandes d'information et de documentation en temps utile.

Enseignements tirés

29. La décision des États bénéficiaires de faire appel ou non à un partenaire d'exécution pour un projet du VTF est déterminante pour la réussite du projet. Certains États bénéficiaires choisissent à juste titre de ne pas engager de partenaire d'exécution et de s'appuyer sur leurs ressources internes, et leurs projets sont mis en œuvre avec succès. Mais lorsque les États bénéficiaires ne disposent pas des capacités internes adéquates et décident de faire appel à un partenaire d'exécution, le choix du partenaire est une étape cruciale. S'ils choisissent un partenaire d'exécution approprié, les projets sont généralement couronnés de succès. En revanche, s'ils sélectionnent un partenaire d'exécution inapproprié, ils rencontrent toujours des problèmes de mise en œuvre. De façon générale, le fait de travailler avec un partenaire d'exécution ne garantit pas la réussite d'un projet.

30. Pour répondre à certaines des questions soulevées ci-dessus, le Secrétariat du TCA conseille aux États bénéficiaires, premièrement, d'évaluer soigneusement leurs capacités internes avant de décider d'impliquer un partenaire d'exécution et, deuxièmement, de sélectionner un partenaire d'exécution approprié. Le protocole d'accord conclu entre les États bénéficiaires et les partenaires d'exécution s'est avéré être un outil efficace pour inciter les parties à réfléchir à leur relation, notamment en ce qui concerne leurs rôles, responsabilités et modalités de travail.

31. Enfin, s'il est nécessaire de renforcer les capacités de certains États bénéficiaires en matière de gestion de projet, il en va de même pour certains partenaires d'exécution. Il est donc conseillé d'étendre les futures activités de renforcement des capacités du VTF en matière de gestion de projet aux organisations qui interviennent dans les projets du VTF en tant que partenaires d'exécution.

ÉVALUATION DES PROJETS : LA DIMENSION « LIVRABLES DU PROJET »

32. Conformément aux *Consignes*, la seconde dimension de l'évaluation des projets du VTF consiste à évaluer les produits livrables d'un projet. À cette fin, on peut s'appuyer sur les indicateurs suivants : informations générales, livrables tangibles et renforcement des capacités et formation.

Informations générales

33. Sur les 15 projets mis en œuvre dans le cadre du cycle de projets 2017, dix (10) étaient des ateliers de renforcement des capacités impliquant diverses parties prenantes nationales, ministères et agences ; cinq (5) visaient à analyser l'écart entre les bases de référence nationales et les exigences du TCA ; et trois (3) portaient sur le renforcement des régimes de contrôle nationaux et/ou sur l'élaboration d'une liste nationale de contrôle définissant les catégories de biens soumis aux contrôles nationaux exigés par le TCA. Dans l'ensemble, la majorité des projets 2017 étaient davantage axés sur des ateliers de renforcement des capacités et moins sur d'autres aspects de la mise en œuvre du Traité.

34. L'une des annexes des conventions de financement est un calendrier de projet qui détaille le déroulement du projet, les activités et les produits à fournir à certaines étapes. À cet égard, la plupart des projets considérés ont achevé leurs activités conformément au calendrier prévu. Toutefois, il convient de noter que deux projets n'ont pas pu être achevés dans les délais convenus et ont dû demander une prorogation. L'un d'eux a également dû organiser des ateliers supplémentaires en utilisant les fonds non dépensés. Au final, la majorité des projets 2017 ont achevé leurs activités dans les délais impartis et lorsque des prolongations ont été demandées, elles sont restées raisonnables et n'ont pas eu d'incidence négative sur le calendrier de planification et de gestion du VTF.

Livrables tangibles

35. Sur la base de l'orientation des projets 2017 détaillée dans la pièce jointe B, les livrables tangibles des différents projets ont été les suivants : l'élaboration d'une liste nationale de contrôle, la rédaction d'une législation, l'élaboration d'une feuille de route pour adhérer au TCA, l'élaboration d'un plan d'action national pour mettre en œuvre le Traité, l'élaboration de matériel de formation et de documents d'information, l'achat d'équipements, la désignation d'un point de contact national et la mise en place d'un mécanisme interinstitutions. Certains livrables tangibles des projets 2017 ont été transmis au Secrétariat du TCA. Au final, on estime que tous les projets 2017 ont été en mesure de fournir les livrables (produits) prévus, convenus et financés.

Renforcement des capacités et formation

36. Comme indiqué ci-dessus, la majorité des projets (10 projets) prévoyaient un renforcement des capacités ou des ateliers de formation, sous une forme ou une autre. D'après les rapports finaux des projets, on constate que 210 personnes au total ont assisté aux ateliers de formation. Dans la partie évaluation des rapports finaux des projets, la plupart des États bénéficiaires ont indiqué que la formation dispensée lors de ces ateliers avait permis aux participants de renforcer et d'approfondir leur compréhension du TCA et de ses implications.

37. Il convient de mentionner que deux (2) des 15 États bénéficiaires ont mis en œuvre deux (2) projets au cours du cycle 2017 du VTF. Un État a organisé un atelier pour les parties prenantes nationales sur la mise en œuvre du Traité et un autre atelier sur les outils et les procédures de contrôle des transferts. L'autre État a mis en place un atelier sur le TCA et un atelier national de renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Traité.

CONCLUSION

38. Les rapports finaux des projets 2017 achevés indiquent que tous les États bénéficiaires ont apprécié la manière dont leurs projets se sont déroulés sur le plan de la communication et du soutien reçu de la part du Secrétariat du TCA, du Comité de sélection du VTF et du VTF en général. Les États bénéficiaires du cycle 2017 ont également fait part de leur satisfaction concernant les livrables obtenus dans le cadre de leurs projets respectifs. Il est à noter que trois (3) États bénéficiaires du cycle 2017 ont demandé et obtenu un financement du VTF en 2018.

39. Depuis 2017, le VTF a mis en œuvre cinq (5) autres cycles de projets, qui seront évalués dans les années à venir. Il convient de préciser qu'au cours des cinq cycles de projets, d'autres enseignements ont été tirés à mesure que l'expérience du VTF s'est étoffée. Ces enseignements seront abordés dans les prochains rapports d'évaluation et portent notamment sur :

- a. Le VTF et les projets pluriannuels
- b. Le VTF pendant la pandémie de COVID-19
- c. Le VTF en temps réel et face à un contexte changeant

PIÈCE JOINTE A. INDICATEURS POUR L'ÉVALUATION DE LA GESTION DE PROJET ET LES LIVRABLES DES PROJETS, TIRÉS DES CONSIGNES RELATIVES À L'ÉVALUATION DES PROJETS DU VTF

INDICATEURS POUR L'ÉVALUATION DE LA GESTION DE PROJET

	NÉGOCIATIONS SUR LES CONVENTIONS DE FINANCEMENT	Oui	Non	Commentaire
1.	Le bénéficiaire a-t-il répondu à la demande de clarification dans les délais impartis ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2.	Le bénéficiaire a-t-il répondu à tous les éléments de la demande de clarification ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.	Le bénéficiaire a-t-il soumis les documents justificatifs de la convention de financement (informations sur le compte bancaire, calendrier du projet, protocole d'accord) dans les délais impartis ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.	Le bénéficiaire a-t-il signé et paraphé toutes les pages de la convention de financement comme demandé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	RAPPORT INTERMÉDIAIRE			
5.	Le bénéficiaire a-t-il soumis le Rapport intermédiaire (descriptif) dans les délais impartis ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
6.	Le bénéficiaire a-t-il utilisé le format prescrit pour le rapport descriptif intermédiaire ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
7.	Le bénéficiaire a-t-il répondu à toutes les sections du rapport descriptif intermédiaire ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
8.	Le bénéficiaire a-t-il soumis le Rapport intermédiaire (dépenses) dans les délais impartis ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
9.	Le bénéficiaire a-t-il utilisé le format prescrit pour le Rapport intermédiaire sur les dépenses ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
10.	Le bénéficiaire a-t-il fourni une description claire de chaque ligne budgétaire nécessaire ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

11.	Le bénéficiaire a-t-il fourni des copies de toutes les factures et reçus nécessaires se rapportant au rapport intermédiaire sur les dépenses ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
12.	Le bénéficiaire a-t-il fourni des calculs précis dans le rapport intermédiaire sur les dépenses ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	RAPPORT FINAL			
13.	Le bénéficiaire a-t-il soumis le rapport final (descriptif) dans les délais impartis ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
14.	Le bénéficiaire a-t-il répondu à toutes les sections du rapport descriptif final ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
15.	Le bénéficiaire a-t-il utilisé le format prescrit pour le rapport descriptif final ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
16.	Le bénéficiaire a-t-il soumis le rapport intermédiaire final (dépenses) dans les délais impartis ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
17.	Le bénéficiaire a-t-il utilisé le format prescrit pour le rapport final sur les dépenses ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
18.	Le bénéficiaire a-t-il fourni une description claire de chaque ligne budgétaire nécessaire ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
19.	Le bénéficiaire a-t-il fourni des copies de toutes les factures et reçus nécessaires se rapportant au rapport final sur les dépenses ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
20.	Le bénéficiaire a-t-il fourni des calculs précis dans le rapport final sur les dépenses ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	INFORMATIONS GÉNÉRALES			
21.	Le bénéficiaire a-t-il informé le Secrétariat du TCA de tout changement de circonstances ou d'autres événements ayant affecté la mise en œuvre du projet avant ou au moment où ils se sont produits ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

22.	Le bénéficiaire a-t-il répondu aux requêtes et aux demandes d'informations et de documentation du Secrétariat du TCA en temps voulu pendant la mise en œuvre du projet ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
23.	Les dépenses du bénéficiaire ont-elles été inférieures de plus de 20 % au budget pour une quelconque ligne budgétaire ? Si oui, le bénéficiaire a-t-il expliqué pourquoi ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
24.	Les dépenses du bénéficiaire ont-elles été supérieures de plus de 20 % au budget sur une ligne budgétaire quelconque ? Si oui, le bénéficiaire a-t-il expliqué pourquoi ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
25.	Le bénéficiaire a-t-il communiqué avec le Secrétariat du TCA par les voies appropriées (et demandées), c'est-à-dire via l'adresse électronique trustfund@thearmstradetrey.org ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
26.	Le bénéficiaire a-t-il demandé/eu besoin d'une prorogation de délai pour mener à bien le projet ? Si oui, le bénéficiaire a-t-il fourni une explication satisfaisante de la raison pour laquelle une prorogation de délai était nécessaire ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	PARTENAIRE D'EXÉCUTION DU PROJET			
27.	Le Partenaire d'exécution du projet a-t-il rempli ses obligations en vertu de l'accord ou du protocole d'accord avec le bénéficiaire en ce qui concerne l'établissement de rapports sur le projet (le cas échéant) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
28.	Le Partenaire d'exécution du projet a-t-il répondu aux requêtes et aux demandes d'informations et de documentation du Secrétariat du TCA en temps voulu pendant la mise en œuvre du projet ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

INDICATEURS POUR L'ÉVALUATION DES LIVRABLES DU PROJET

	INFORMATIONS GÉNÉRALES	Oui	Non	Commentaire
1.	Toutes les activités du projet ont-elles été achevées conformément au calendrier du projet ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2.	Si non, le bénéficiaire a-t-il donné une explication satisfaisante de la raison pour laquelle certaines activités n'ont pas été menées à bien ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.	Le bénéficiaire a-t-il intégré des considérations d'égalité des sexes dans l'élaboration et la mise en œuvre du projet ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	LIVRABLES TANGIBLES			
4.	Si le projet comportait des livrables tangibles (tels que du matériel de formation, une liste de contrôle nationale, un projet de législation, l'achat d'équipement, etc.), ont-ils été réalisés ou livrés ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
5.	Si non, le bénéficiaire a-t-il donné une explication satisfaisante de la raison pour laquelle certains livrables n'ont pas été fournis ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
6.	Si le projet comportait des livrables tangibles (tels que du matériel de formation, une liste de contrôle nationale, un projet de législation, etc.), ont-ils été mis à disposition du Secrétariat du TCA ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET FORMATION			
7.	Si le projet faisait intervenir un renforcement des capacités ou une formation, combien de personnes ont bénéficié du renforcement des capacités/de la formation ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
8.	Le bénéficiaire a-t-il procédé à une évaluation de la formation ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

9.	Si oui, quels en étaient les résultats ?			
----	--	--	--	--

PIÈCE JOINTE B. LISTE DES PROJETS DU CYCLE 2017 DU VTF APPROUVÉS PAR LE COMITÉ DE SÉLECTION DU VTF

n°		Intitulé du projet	Budget total (USD)	Durée (mois)			Partenaire d'exécution	Type d'aide à la mise en œuvre
				12	6 à 8	<6		
1	Cameroun	Accélérer l'universalisation et la mise en œuvre du TCA au Cameroun	94 642,00	✓			Forum des jeunes et des étudiants camerounais pour la paix (CAMYOSFOP)	Ateliers nationaux visant à promouvoir le TCA (publication et diffusion du manuel du TCA ; atelier de « plaidoyer » avec des ministères et des parlementaires ; renforcement des capacités des journalistes ; renforcement des capacités des ministères clés)
2	Costa Rica	Formation et facilitation des échanges d'expérience dans la sous-région : clarifier les processus régionaux en termes de douanes et de contrôles aux frontières, et promouvoir la coordination interinstitutionnelle pour mieux créer des politiques nationales et communes pour l'application effective du Traité sur le commerce des armes (TCA)	96 118,00	✓			Fondation Arias pour la paix et le progrès humain	Deux conférences régionales
3	Côte d'Ivoire (1)	Renforcer les capacités des parties prenantes nationales pour l'application du Traité sur le commerce des armes	78 096,00			✓		Ateliers nationaux (x3) pour renforcer les capacités de 3 groupes : ministères, parlementaires, société civile

4	Côte d'Ivoire (2)	Renforcer les outils et procédures de contrôle des transferts	28 187,00			✓		Évaluation et révision des contrôles existants en matière de transfert
5	El Salvador	Renforcer les capacités de l'autorité nationale chargée de l'application du TCA par la fourniture de matériel et l'organisation d'une formation	97 081,00	✓			Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNLIREC)	Ateliers nationaux (x3) sur l'assistance juridique, l'assistance technique et l'établissement d'une liste de contrôle nationale, et acquisition de matériel (machine de marquage)
6	Ghana	Adoption d'une liste de contrôle nationale et renforcement des capacités des agences de mise en œuvre au Ghana	89 345,00		✓		PNUD	Élaboration d'une liste de contrôle nationale et formation portant sur cette liste
7	Guatemala	Application du Traité sur le commerce des armes en République du Guatemala	96 325,68	✓			Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNLIREC)	Renforcement des capacités nationales d'établissement de contrôles efficaces des transferts ; renforcement du cadre normatif et institutionnel relatif à l'application du TCA, création d'une autorité nationale de contrôle, assistance juridique — examen de la législation actuelle
8	Libéria	Formulation de lois soutenant l'application effective du TCA au Libéria	91 501,05	✓			Liberia Action Network on Small Arms (LANSA)	Dialogue sur la sensibilisation nationale, renforcement des capacités du LANSA, élaboration de nouvelles lois, adoption de la liste de contrôle Wassenaar, achèvement du registre des courtiers, désignation d'un point de

								contact national pour le TCA, mise en place d'un Comité interministériel d'octroi des licences
9	Maurice	Renforcement des capacités des autorités de contrôle et des services juridiques	19 795,00			✓		Atelier national de renforcement des capacités des forces de polices mauriciennes, de l'autorité portuaire, du trésor public (service des douanes), du service de conseil juridique de l'État
10	Palaos	Renforcer le système de contrôle des armes de Palaos : se préparer à respecter les obligations du Traité sur le commerce des armes	85 505,00	✓			Centre for Armed Violence Reduction (CAVR) - Secretariat for the Pacific Small Arms Action Group (PSAAG)	Évaluation des lacunes législatives et de procédure dans le système actuel de contrôle des transferts ; atelier de renforcement des capacités pour la sous-région
11	Philippines	Développement et mise en œuvre d'une formation sur l'octroi de licences, la conduite d'enquêtes et les politiques et procédures de police concernant les armes classiques	99 996,85	✓			Nonviolence International	Formation visant à renforcer les capacités des agences nationales d'exécution dans le domaine de l'octroi de licences, de la conduite d'enquêtes et des procédures policières
12	Sénégal	Renforcement des capacités d'application effective du Traité sur le commerce des armes (TCA)	85 739,00		✓		Centre de politique de sécurité, Genève (GCSP)	Formation de 5 jours pour les fonctionnaires chargés de l'application du TCA
13	Sierra Leone	Évaluation de la conformité de la Sierra Leone en matière d'application du TCA	78 495,00	✓			Saferworld	Préparation d'un rapport d'évaluation ; présentation du rapport final aux parties prenantes de Sierra Leone ; atelier d'échange

								sur le développement d'un plan d'action national à adopter par le gouvernement
14	Togo (1)	Projet de formation pour l'appropriation et l'application du TCA ; plaidoyer en faveur de l'adoption et de la vulgarisation du projet de loi relatif au régime des armes	99 675,00		✓			Ateliers de formation pour encourager l'appropriation et l'application du TCA dans les chefs-lieux des cinq régions du Togo et du Grand Lomé ; campagne de sensibilisation et de vulgarisation du projet de loi sur les armes (dialogues, émissions radiophoniques et diffusion de spots radio)
15	Togo (2)	Renforcement des capacités des États africains pour l'application du TCA	180 438,38		✓		Délégation permanente de l'Union africaine à Genève	Ateliers de renforcement des capacités de 3 jours pour favoriser une meilleure compréhension du TCA et des processus de son Secrétariat, encourager une plus grande synergie entre les missions à Genève et les capitales africaines, identifier les possibilités et défis liés à l'application du TCA et partager l'expérience entre pays
				8	4	3		
		Total	1 140 501,58					